

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 28

Bulletin d'information de la **CNGR**
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

A SAVOIR

KATRINA ET L'ETAT.

Si les cyclones sont des catastrophes naturelles, leurs conséquences dépendent aussi de l'activité humaine. C'est ce que dénonce Mike Parker, ancien directeur du corps de génie de l'armée américaine (USACE), à propos de Katrina : « Le problème auquel nous faisons face a été créé par une mauvaise politique infrastructurelle depuis 40 ans. Ce n'est pas la faute d'un seul gouvernement, mais de plusieurs gouvernements, qu'ils soient républicains ou démocrates. Il existe une corrélation directe entre le niveau de vie et l'infrastructure. Et c'est une chose que le gouvernement doit prendre en charge. Prenez le cas de la Nouvelle-Orléans, on y a vu comment en 72 heures une ville moderne peut être transformée en ville du Tiers-Monde simplement parce que l'infrastructure fait défaut ou s'effondre ».

GRIPPE AVIAIRE.

C'est le dernier scénario catastrophe mondialisé : que le virus H5N1 de la grippe aviaire mute et devienne transmissible d'un être humain à un autre, et l'on pourrait assister à l'une des plus dévastatrices épidémies de l'histoire de l'humanité. Pour s'en prévenir, les pays développés stockent des doses de vaccin (14 millions en France) dont l'efficacité est aussi incertaine que les formes d'une éventuelle mutation du virus pathogène. Pourtant, selon la FAO, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies, 100 millions de dollars suffiraient à prévenir le développement de la grippe aviaire chez les animaux pendant les trois prochaines années. On s'attaquerait alors au problème à sa racine. Mais seuls 20 millions de dollars ont été promis à ce jour par différents bailleurs de fonds...

LE «MIRACLE ECONOMIQUE BRITANNIQUE»

n'est plus ce qu'il était. En effet, le taux de croissance est au plus bas depuis 12 ans, se situant autour de 1, 5% selon l'Office National des Statistiques de Grande Bretagne. En 2004, le taux de croissance du Royaume Uni avait atteint 3, 1%.

LA LOI LAÏQUE S'IMPOSE.

La rentrée 2005 n'a vu que 12 cas d'élèves arborant des signes religieux ostensibles dans les établissements scolaires, selon le ministère de l'Education. A la rentrée 2004, 639 cas avaient été recensés. Comme quoi la laïcité peut s'imposer dans les espaces publics, à condition qu'existe la volonté de la faire respecter.

EDITO : LA COLERE QUI MONTE...

Les commandos du GIGN descendant en rappel de leurs hélicoptères, des marins grévistes menottés comme de dangereux terroristes..., et au bout des câbles des gendarmes, tel un marionnettiste, le très « gaulliste social » Dominique Galouzeau de Villepin. Cette scène de film d'action en dit long sur la dangereuse dérive qui emporte notre pays. Il fallait faire respecter la loi républicaine, proclame le gouvernement. Mais Matignon procède à la plus grande braderie du patrimoine public commise ces dernières années, de Gaz de France aux autoroutes en passant par la SNCM. Il n'est pire ennemi de la République que celui qui s'abrite derrière ses lois pour porter atteinte à son esprit et liquider le bien commun. Et même si un républicain peut considérer qu'un détournement de transport public ne s'inscrit pas dans l'action syndicale, il est encore plus choqué du détournement des fonds et du patrimoine publics au profit d'intérêts privés dont se rend coupable le gouvernement.

La colère gronde dans tout le pays, le plus souvent sourde, mais parfois exaspérée. A Marseille et à Bastia, mais aussi sur le site d'Hewlett-Packard, à la raffinerie Total de Gonfreville-l'Orcher (Seine-Maritime), paralysée par les débrayages des salariés, ou encore à l'université de Rouen, dont les étudiants sont en grève contre l'augmentation des coûts de scolarité et le manque de moyens alloués par le gouvernement.

Ainsi va la France, frappée de plein fouet par la mondialisation libérale, mais dont les gouvernants n'envisagent pas un seul instant qu'elle puisse résister et relancer son avenir sur les principes de la République. A cet égard, le pas de clerc de Villepin sur les aides publiques à Hewlett-Packard est révélateur: il en demande le remboursement un jour, pour se dédire le lendemain, comme si l'intervention de l'Etat se limitait à cet aspect somme toute mineur du dossier... Mais une autre politique est possible : la loi doit autoriser l'Etat à s'opposer aux licenciements boursiers. Question de volonté, mais ce n'est évidemment pas celle de l'UMP, ni d'ailleurs, celle de la direction du PS... C'est en revanche celle des Français, telle qu'ils l'ont exprimée le 29 mai dernier en rejetant la « constitution » libérale de l'UE. Et c'est le déni de souveraineté populaire de la part du pouvoir exécutif qui fait sourdre la colère.

Il est vrai que l'insolite attelage gouvernemental formé par Villepin et Sarkozy est plus préoccupé des échéances de 2007 que de l'avenir de notre pays. A tel point que l'exercice budgétaire 2006 s'avère être davantage un message de propagande électorale qu'une loi de finances digne de ce nom. Ce budget est si peu sincère que presque aucun économiste ne prend au sérieux les prévisions du gouvernement en matière de croissance et de déficits. Un analyste de Goldman Sachs a même ce jugement lapidaire : « C'est un budget juste sous la ligne, pour éviter les problèmes avec Bruxelles ».

Mais l'espoir suscité par la victoire du Non est toujours vivace. Gageons que le 4 octobre, la journée d'action organisée par le mouvement syndical donnera toute la mesure du mécontentement social. La CNGR soutient pleinement cette initiative et appelle les républicains de gauche à y participer activement.

La Rédaction

HUMEUR : LA FIN ANNONCEE DE L'IMPÔT REPUBLICAIN

une tribune libre de Liêm Hoang-Ngoc, économiste et maître de conférences à l'Université Paris I, publiée dans Le Monde du 30 septembre.

Pour répondre au malaise exprimé le 29 mai dans les urnes, le gouvernement entendait renouer avec le « patriotisme économique » afin de soutenir une « croissance sociale ». Il risque pourtant de ternir l'un des emblèmes du lien social républicain par une réforme de l'impôt sur le revenu (IR) qui anoblit les privilèges des nouveaux rentiers. Emblème de la rupture avec le régime censitaire, l'IR est un attribut essentiel de la citoyenneté par lequel le financement de la politique publique est assuré par chacun, en fonction de sa faculté contributive.

C'est ce principe de progressivité de l'impôt que les théories libérales « de l'offre » préconisent d'abattre. Elles défendent le principe d'une flat tax, c'est-à-dire d'un taux d'imposition unique, assis sur une assiette large, qui s'applique à tous les revenus imposables. Riches et pauvres paieraient le même impôt proportionnel au nom de la récompense de « l'effort » (des rentiers !) et parce que, pour les néoconservateurs, « trop d'impôt tue l'impôt ».

Outre-Rhin, Angela Merkel proposait ainsi au cours de sa campagne électorale un taux unique à 25%, assorti d'une réduction drastique des dépenses publiques.

Le système français est déjà faiblement redistributif, en raison du poids des prélèvements proportionnels (tels que la TVA) et du faible rendement de l'IR, le seul qui soit progressif mais qui ne rapporte que 17% des recettes fiscales. La réforme proposée par Dominique de Villepin ne propose pas une flat tax, mais réduit encore la progressivité de l'impôt sur le revenu, déjà entamée par la réforme Balladur (faisant passer le nombre de tranches de 11 à 6), puis par la baisse des taux marginaux accomplie par les gouvernements Jospin et Raffarin.

La nouvelle réforme fait passer le nombre de tranches de 6 à 4, tout en réduisant encore substantiellement les taux marginaux moyens et supérieurs – le taux de la tranche la plus élevée est abaissée à 40% comme en grande Bretagne. La réforme bénéficie un peu plus aux revenus moyens, mais surtout aux revenus supérieurs qui paient l'impôt sur la fortune. Le principe du plafonnement de la fiscalité directe à 60% du revenu rend ce dernier totalement inopérant.

Cette baisse de l'impôt de « ceux d'en haut » doit être compensée par un relèvement de la prime pour l'emploi (PPE). La PPE fut d'ailleurs créée par le gouvernement de Lionel Jospin afin de distribuer un crédit d'impôt aux salariés non imposables. Cela en contrepartie des baisses d'impôts octroyées aux classes moyennes et supérieures.

La terminologie même de la PPE est résolument libérale. Celle-ci entend inciter les chômeurs à accepter les emplois non qualifiés, tout en dédouanant les entreprises d'augmenter les salaires. Elle est l'embryon d'un « impôt négatif » octroyé dans le cadre des politiques de discrimination positive à destination des travailleurs pauvres, sommés d'accepter les conditions d'un marché du travail dérégulé. En revanche, la PPE n'apporte aucun supplément de revenu aux chômeurs, culpabilisés de refuser des emplois que l'économie, mal pilotée, est incapable de créer.

Notons qu'il est aujourd'hui piquant de voir tous ses promoteurs, au PS, en réclamer la suppression et prôner la progressivité de l'impôt !

Des socialistes libéraux accomplis comme Tony Blair ne désavoueraient pas, pour leur part, les réformes en cours, au nom de l'efficacité économique. Dans le manifeste qu'il cosignait, en 1999, avec Gerhard Schröder, il proclamait ainsi que « les sociaux-démocrates admettent aujourd'hui que, si les circonstances le permettent, les réformes fiscales et la baisse de l'impôt peuvent jouer un rôle primordial ». La réforme fiscale est aussi justifiée par le gouvernement Villepin au nom de la nécessité de relancer l'économie ; celle-ci souffre d'une panne de croissance due à la baisse du pouvoir d'achat, qui pousse les ménages à se contenter d'importations bon marché, et à la crise de l'investissement. Les erreurs de la Banque centrale européenne, puis le troisième choc pétrolier, pèsent de surcroît sur la compétitivité et la demande européennes.

Face à ce type de marasme, la baisse de la progressivité de l'impôt sur le revenu est malheureusement une erreur économique classique. En premier lieu, elle ne relancera pas le pouvoir d'achat populaire, principal moteur de la consommation, car elle distribue 3, 5 milliards de deniers publics en direction des classes aisées, celles dont la propension à épargner est la plus forte. L'épargne, dont le taux est historiquement élevé, pourrait certes alimenter l'investissement par le canal de la Bourse.

Malheureusement, la montée des profits, des dividendes et de l'épargne a coïncidé avec la poursuite de la tendance baissière de l'investissement, amorcée lors de la dernière décennie. Ce n'est pas parce que les entreprises peuvent s'autofinancer qu'elles investissent, surtout si leurs actionnaires écartent de nombreux projets stratégiques ne rapportant pas la rentabilité requise sur le très court terme.

Le théorème d'Helmut Schmidt, « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain » doit par conséquent être inversé : « Les profits d'hier sont l'épargne d'aujourd'hui et le chômage de demain ». La baisse de l'impôt sur les sociétés, recommandée en complément par les « experts » du Conseil d'analyse économique, serait alors tout aussi inutile.

Dans ce contexte, la montée de l'endettement de l'Etat n'est due en aucun cas à un excès de dépenses publiques ! Elle résulte de la panne de la croissance qui réduit mécaniquement des rentrées fiscales, de surcroît entamées par les baisses de prélèvements dont le coût a été chiffré à 22 milliards d'euros sur la période 2003-2005 !

La droite gaulliste a depuis longtemps rompu avec le gaullisme social forgé au sein du Conseil National de la Résistance. Son faux patriotisme économique est doublement dangereux. Il nourrira la décroissance antisociale et ouvrira la voie aux pires populismes lorsqu'il sera avéré au grand jour que le néogaullisme affiché par le premier ministre n'est que le cache-sexe politiquement correct du néoconservatisme anglo-saxon brandi par son concurrent du même camp.

A PIED, EN TRAIN ET EN VOITURE (OU MEME A CHEVAL),

LES REPUBLICAINS DE GAUCHE SE RENDENT A OTHIS

ASSISES de la Gauche Républicaine

samedi 5 novembre à Othis (Seine-et-Marne)

Inscrivez-vous au plus vite en envoyant un courrier à la:

CNGR
44 rue Coriolis
75012 Paris.

Afin de financer l'organisation des Assises, une adhésion d'inscription aux travaux de 10 euros sera demandée. Inscription gratuite pour les chômeurs, Rmistes et étudiants.

*Les textes préparatoires sont disponibles sur Internet au:
<http://assises.gaucherepublicaine.org> (Blog de discussion) :*